

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Marseille, le 14/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ETEX France Building Performance

3070 route de Blauvac
84380 Mazan

Références : D-00882-2024/LRAR N°1A 214 145 3375 5
Code AIOT : 0006400543
SPR/1423-2024

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2024 dans l'établissement ETEX France Building Performance implanté 3070 route de Blauvac 84380 Mazan. L'inspection a été annoncée le 06/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETEX France Building Performance
- 3070 route de Blauvac 84380 Mazan
- Code AIOT : 0006400543
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Etex France Building Performance exploite une carrière au lieu-dit "le grand-devin" sur les communes de Mazan et Mallemort du Comtat. Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre des rubriques 2510 et 2720 de la nomenclature ICPE, et de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515. Les activités sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2017.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 3 | Tierce expertise stabilité des verses | Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 6 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 5 | Gestion des eaux issues de l'aire de ravitaillement des engins | Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 5.5 | Demande d'action corrective | 4 mois |
| 6 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 8.5 | Demande d'action corrective | 7 jours |
| 7 | Modification des conditions d'exploitation | Code de l'environnement du 30/07/2021, article R181-46 II | Demande d'action corrective | 4 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---------------------------------------|--|--|-------------------|
| 1 | Auto surveillance du milieu récepteur | Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 10.2.4 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Sans objet |
| 2 | Suivi des retombées de poussières | Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 4.3.2 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Sans objet |
| 4 | Garanties financières | Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 1.5 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté 3 non-conformités au cours de cette visite, relatives à la gestion des eaux potentiellement polluées, aux moyens de lutte contre un incendie et aux modifications des conditions d'exploitation. Ces constats conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à monsieur le Préfet de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Auto surveillance du milieu récepteur

| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 10.2.4 | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|--------------|-----------------------|-----------------------|-------|--------------|--|----------|--------------|----------------|-------------|--------------|--|--|--------------|--|
| Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance du milieu récepteur | | | | | | | | | | | | | | | |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/11/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : / | | | | | | | | | | | | | | | |
| Prescription contrôlée : <p>Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre pour la surveillance du milieu récepteur en au moins deux points situés en amont et en aval du point de rejet.</p> <table border="1"><thead><tr><th>Paramètres</th><th>Fréquence</th><th>Méthodes de référence</th></tr></thead><tbody><tr><td>Débit</td><td>Semestrielle</td><td></td></tr><tr><td>Couleur*</td><td>Semestrielle</td><td>NF EN ISO 7887</td></tr><tr><td>Température</td><td>Semestrielle</td><td></td></tr><tr><td>Sulfate (SO₄²⁻)</td><td>Semestrielle</td><td></td></tr></tbody></table> <p>Après établissement d'une corrélation avec la méthode utilisant des solutions témoins de platine-cobalt, la modification de couleur peut, en tant que de besoin, également être déterminée à partir des densités optiques mesurées à trois longueurs d'ondes au moins, réparties sur l'ensemble du spectre visible et correspondant à des zones d'absorption maximale. Les prélèvements dans le milieu ont lieu une fois en période de basses eaux et une fois en période de hautes eaux. Ces prélèvements font nécessairement suite à des rejets d'eaux résiduaux significatifs. L'interprétation des résultats sur une éventuelle dégradation du milieu doit être corrélée avec la qualité et la quantité des eaux rejetées dans le milieu, le jour du prélèvement. Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.</p> | Paramètres | Fréquence | Méthodes de référence | Débit | Semestrielle | | Couleur* | Semestrielle | NF EN ISO 7887 | Température | Semestrielle | | Sulfate (SO ₄ ²⁻) | Semestrielle | |
| Paramètres | Fréquence | Méthodes de référence | | | | | | | | | | | | | |
| Débit | Semestrielle | | | | | | | | | | | | | | |
| Couleur* | Semestrielle | NF EN ISO 7887 | | | | | | | | | | | | | |
| Température | Semestrielle | | | | | | | | | | | | | | |
| Sulfate (SO ₄ ²⁻) | Semestrielle | | | | | | | | | | | | | | |
| Constats : <p><u>Constat le 21/11/2023</u> : en réponse à l'écart relevé le 26/04/2022, l'exploitant a transmis par courriel :</p> <p>a) le 10/10/2022 le rapport de suivi hydrobiologique de l'Auzon à Mazan (version 1 du 29/09/2022), rédigé par un bureau d'études spécialisé. En outre, le rapport compare les résultats des inventaires effectués en juillet 2013 et en juillet 2022 sur deux stations de mesures situées à l'amont et l'aval du rejet des eaux d'exhaure de la carrière. Le rapport ne met pas en évidence de dégradation du milieu, en lien avec le rejet de la carrière ;</p> <p>b) le 30/09/2022, la synthèse du suivi de la qualité des eaux souterraines et superficielles pour les années 2021 et 2022 (rapport n°R22075301 de septembre 2022). Ce rapport conclut au respect des valeurs limites imposées par l'arrêté d'autorisation de la carrière de 2017 et à l'absence de dégradation du milieu ;</p> <p>c) le 21/04/2023, le rapport d'activité pour l'exercice 2022, présentant les résultats de l'autosurveillance sur les eaux.</p> | | | | | | | | | | | | | | | |

Par ailleurs, l'exploitant remet en séance le rapport de synthèse du suivi de la qualité des eaux souterraines et superficielles de 2022, référence n°R23016002 d'octobre 2023 : ce rapport conclut à l'absence de corrélation entre la teneur en sulfate des rejets d'exhaure et celle des eaux de l'Auzon, à l'instar du rapport précédent. Toutefois, les divers rapports ne précisent pas le volume des eaux d'exhaures rejetées le jour du prélèvement dans l'Auzon : comme indiqué à l'issue de l'inspection du 26/04/2022, la synthèse doit être complétée par la mention de la qualité et la quantité des eaux d'exhaure rejetées dans le milieu au moment du prélèvement dans l'Auzon, afin de pouvoir établir une éventuelle corrélation.

L'inspection relève également que le rapport d'octobre 2023 ne présente le suivi de la qualité des eaux souterraines qu'au niveau de 3 points de mesures (station 8, 19 et 20), alors que l'article 10.2.5.3 de l'arrêté d'autorisation impose un suivi sur l'ensemble des 13 points de réseau de surveillance.

Ainsi, le rapport DREAL du 22/01/2024 demandait à l'exploitant, dès les prochaines campagnes de mesures :

- de compléter les synthèses du suivi des eaux souterraines et de surface par la mention de la qualité et la quantité (exprimée en m3/h) des eaux d'exhaure rejetées dans le milieu au moment du prélèvement dans l'Auzon, afin de pouvoir établir une éventuelle corrélation ;
- d'effectuer le suivi de la qualité des eaux souterraines sur l'ensemble des stations de mesures du réseau de surveillance.

Constat le 19/11/2024 : par courriel du 16/02/2024, l'exploitant a indiqué que :

- la synthèse du suivi des eaux souterraines et de surface a été complétée par la mention de la qualité et la quantité (exprimée en m3/h) des eaux d'exhaure rejetées dans le milieu au moment du prélèvement dans l'Auzon, et a déjà été intégrée dans le rapport annuel 2023 ;
- le suivi de la qualité des eaux souterraines sur l'ensemble des stations de mesures du réseau de surveillance a été demandée à GEOPLUS environnement et apparaîtra sur le bilan de suivi des eaux souterraines et de surface de 2023.

Il a également transmis par courriel, le même jour, le rapport d'activité relatif à l'exercice 2023 : ce rapport mentionne un rejet de 360 m3/h d'eau d'exhaure au moment du prélèvement dans l'Auzon effectué en décembre 2023. Le document mentionne des concentrations en sulfates similaires entre l'amont et l'aval du rejet (environ 300 mg/l).

Le jour de l'inspection, l'exploitant présente également le rapport synthétisant le suivi de la qualité des eaux souterraines et superficielles de l'année 2023, daté du 29 mai 2024, réalisé par la société Geoplus environnement. Ce rapport présente le suivi de la qualité des eaux superficielles et des eaux souterraines sur l'ensemble des stations de mesures du réseau de surveillance en fonctionnement. Il ne fait pas apparaître de dépassement des seuils réglementaires fixés par l'arrêté d'autorisation du site.

Par ailleurs, l'exploitant présente les résultats du dernier suivi des rejets à l'Auzon, effectué le 12/06/2024, ainsi que le rapport journalier de production du même jour, qui mentionne une durée de fonctionnement de la pompe le 12/06/2024 de 7 heures.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : suivi des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 4.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, suivi des retombées de poussières

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 22/04/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et comprend :

- Au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;
- Le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;
- Une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

Constats :

Constat le 21/11/2023 : Le réseau est constitué de 5 stations placées autour du site :

| Nom | Emplacement | Cible mesurée | Position par rapport aux vents |
|-----|------------------------------|-----------------------------|--|
| T | 800 m au Sud-Ouest du site | Station témoin | En dehors des vents dominants et secondaires |
| C1* | 200 m au Sud du site | Hameau de « la Gariguette » | Sous les vents dominants et secondaires provenant du Nord/Nord-Ouest |
| C2 | 350 m au Sud-Sud-Est du site | Bourg de Malemort-du-Comtat | Sous les vents dominants provenant du Nord-Ouest |
| C3 | 100 m au Nord-Ouest du site | Hameau de « Saint-Mirat » | Sous les vents secondaires provenant du Sud-Est |
| LS | Limite Sud-Est du site | Limite de site | Sous les vents dominants provenant du Nord-Ouest |

Les stations C1, 2 et 3 sont des jauges de type « b ».

L'exploitant présente les résultats 2023 (rapport n°R22015304 S2-2023 de septembre 2023) qui ne font pas apparaître de dépassement de l'objectif de 500mg/m²/j imposé aux trois jauges de types b (maximum de 134mg/m²/j).

| |
|--|
| <p>Toutefois, il n'a pas établi de plan de surveillance des retombées de poussières, conformément aux dispositions de l'article 4.3.2 de son arrêté, présentant notamment la description des zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions topographiques sur le site, les justifications du choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.</p> <p>Ainsi, le rapport DREAL du 22/01/2024 demandait à l'exploitant, sous 3 mois, établir le plan de surveillance des retombées de poussières, conformément aux dispositions de l'article 4.3.2 de son arrêté.</p> <p>Constat le 19/11/2024 : par courriel du 16/02/2024, l'exploitant a indiqué que le plan de surveillance des émissions de poussières a été établi en novembre 2017 par la société GEOPLUS environnement (Rapport n°17093302). Ce document comporte les informations requises.</p> <p>En séance, la société ETEX présente les résultats du suivi des retombées de poussières, effectué au premier semestre 2024 (rapport Geoplus environnement R24027204 S1-2024 de septembre 2024). Ce rapport montre des valeurs conformes (maximum de 241 mg/m²/j en moyenne annuelle glissante, observé sur la jauge en limite de site).</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : Tierce expertise stabilité des versés

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 6</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Tierce expertise stabilité des versés</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 22/07/2024 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le rapport d'expertise doit être de nature à permettre à l'exploitant et à l'administration d'en apprécier pleinement son contenu et de pouvoir faire usage de ses conclusions afin qu'il n'y ait pas d'équivoque résultant d'une interprétation inadéquate du rapport.</p> <p>Le rapport de tierce expertise doit au moins comporter les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le nom du ou des experts ayant participé à l'évaluation ainsi que leurs rôles respectifs, notamment de celui ayant assuré la synthèse de tous les travaux ; • les informations générales relatives à la tierce expertise (objet, date, identification de l'exploitant et de l'équipe de tiers experts, liste des documents examinés, champ de la tierce expertise) ; • les références bibliographiques ; • les limites de la tierce expertise ; • les échanges techniques avec l'exploitant visant à clarifier les problèmes rencontrés lors de la tierce expertise, sans pour autant aboutir nécessairement à un accord : les points d'accord ou de désaccord sur les recommandations éventuelles sont clairement identifiés ; • la formulation claire de l'avis du tiers expert pour chaque point technique, ainsi que ses recommandations. |

Au plus tard 6 mois après la réunion d'ouverture, dans un délai maximum de 8 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse à la DREAL le rapport de tierce expertise finale.

Constats :

Constat le 21/11/2023 : l'exploitant a remis en séance le rapport du BRGM, référencé BRGM/RC-73104-FR v2 du 09/11/2023, établi à la suite du processus de tierce expertise. Ce rapport conclut que *"suite à l'analyse critique des éléments transmis par le pétitionnaire, il peut être considéré que la stabilité des verses est assurée en phases provisoire et définitive à long terme et sous sollicitations sismiques. Néanmoins, une étude de stabilité spécifique, prenant en compte la géométrie finale des talus (adoucissement des pentes immergées à 15°), devra être réalisée pour s'assurer de la stabilité à long terme après mise en eau, afin de finaliser le dossier"*.

Par ailleurs, le BRGM rappelle :

a) que les remblais doivent être mis en œuvre selon les règles de l'art, et plus particulièrement conformément aux recommandations du Guide des terrassements des remblais et des couches de forme (IDRRIM, mai 2023) en fonction du matériau mis en œuvre (état hydrique, épaisseur unitaire des couches, taux de compactage, densité sèche, matériel...);

b) les mesures de surveillance et de suivi mises en place ou prévues par l'exploitant :

- reprise des calculs de stabilité en cas de découverte d'une couche marneuse (couche savon à l'origine du glissement de la RD 77) lors de l'exploitation ;
- poursuite des mesures inclinométriques trimestrielles pour suivre le mouvement de la verse du Grand Devin ;
- suivi mensuel du niveau piézométrique de la nappe à travers le réseau de 9 piézomètres de contrôle existant ;
- inspection visuelle mensuelle et après chaque épisode pluvieux intenses des verses pour détecter d'éventuels signes d'instabilité et de désordres géotechniques ;
- levé topographique semestriel par drone ;
- suivi visuel quotidien des fronts d'exploitation pour prévenir tout risques d'éboulements ou de chutes de blocs ;
- entretien et inspection réguliers des ouvrages de collecte et de gestion des eaux.

Enfin, le BRGM recommande de réaliser des études hydrogéologiques régulières et d'adapter si besoin ses dispositifs de gestion et de surveillance en fonction des conclusions de ces études.

Ainsi, le rapport DREAL du 22/01/2024 demandait à l'exploitant :

- d'intégrer au sein du chapitre 7 « surveillance » du PGD, sous 2 mois, l'ensemble des mesures de surveillance, de suivi ainsi que les recommandations citées dans le rapport du BRGM, et de les mettre en œuvre sous le même délai ;
- de produire, sous 6 mois, l'étude de stabilité spécifique demandée, prenant en compte la géométrie finale des talus (adoucissement des pentes immergées à 15°), pour s'assurer de la stabilité à long terme après mise en eau.

Constat le 19/11/2024 : par courriel du 16/02/2024, l'exploitant a indiqué que, sous un délai de 2 et 6 mois :

- le PGD sera complété en intégrant l'ensemble des mesures de surveillance, de suivi ainsi que les recommandations citées dans le rapport du BRGM. Il précisait que ces mesures étaient déjà mises en œuvre ;
- l'étude de stabilité prenant en compte la géométrie finale des talus (adoucissement des pentes immergées à 15°), pour s'assurer de la stabilité à long terme après mise en eau a déjà été lancée auprès du bureau d'étude géotechnique SAGE Ingénierie.

Le jour de l'inspection, la société ETEX n'a pas été en mesure de présenter les deux documents précités et indique qu'elle va se rapprocher des bureaux d'études concernés. La mise à jour du PGD, intégrant les mesures de surveillance préconisées par le BRGM, a été transmise par courriel du 10 décembre 2024.

Le 19/11/2024, l'inspection a également effectué un contrôle par sondage du respect des mesures de suivi géotechnique prévues pour la verse Ouest : en particulier, l'inspection a pu constater que le suivi des mires mises en place sur cette verse est bien effectué au plus tous les 3 mois (relevés effectués tous les 2 mois depuis 2023, présentés en séance).

L'exploitant signale qu'aucun désordre géotechnique majeur n'a été recensé depuis la dernière inspection. Seuls ont été observés :

- une fissure en tête de la verse Est qui a été rebouchée. L'exploitant précise qu'il s'agit d'un tassement différentiel mineur et non d'un phénomène pouvant engendrer un glissement global de la verse ;
- un tassement au niveau du promontoire près du garage, au nord est de la carrière. L'exploitant mentionne que ce phénomène a été détecté il y a un mois environ et qu'un dispositif de suivi topographique sera prochainement mis en place (mire ou inclinomètre), afin d'effectuer un suivi régulier. La zone du promontoire a été interdite aux personnels.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre l'étude de stabilité prenant en compte la géométrie finale des talus sous 3 mois. Par ailleurs, comme précisé dans le rapport du 22/01/2024 relatif à l'inspection du 21/11/2023, il est demandé à la société ETEX de transmettre un bilan du suivi de la stabilité des verses dans le cadre du rapport annuel d'activité, à compter de l'exercice 2024.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 1.5

Thème(s) : Autre, garanties financières

Prescription contrôlée :

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités d'extraction de matériaux (carrière) de manière à permettre, en cas de défaillance ou de disparition juridique de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site après exploitation. Les garanties financières sont gérées conformément aux dispositions de l'annexe1 du présent arrêté.

Phase n°2 (2022/2026) : 2 584 197€

Constats :

L'exploitant a transmis un acte de cautionnement du 17/01/2022 d'un montant de 2 938 520€, valable du 01/01/2022 au 31/12/2026 (indice TP01 pris en compte : 116,1 août 2021).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Gestion des eaux issues de l'aire de ravitaillement des engins

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 5.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux issues de l'aire de ravitaillement des engins |
| Prescription contrôlée : [...] Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : L'exploitant dispose d'une cuve de 20 000L de GNR sur rétention, afin d'effectuer le plein journalier des engins sur pneus, sur une dalle béton près du garage (ravitaillement de 2 dumpers, 2 chargeuses et 1 tractopelle). L'exploitant présente également le dispositif mobile de ravitaillement pour les engins restant sur le carreau (foreuse, pelle BRH) et le système de rétention associé positionné sous les engins. Le point bas de l'aire de ravitaillement bétonnée comporte une grille, reliée à un bassin de décantation dont la surverse est dirigée vers un séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le réseau pluvial de l'usine. Par courriel du 25/11/2024, l'exploitant a transmis les justificatifs relatifs à l'entretien des dispositifs précités : <ul style="list-style-type: none">• BSD-20230705-7DX9EAYZQ (S051-E0016525) du 06/07/2023 et bon de commande associé ;• BSD-20240715-VFBQZSXDQ (S051-E0018836) du 16/07/2024 et bon de commande associé. Lors de la visite terrain, il a été constaté que les eaux de ruissellement sur les surfaces bétonnées entourant la pompe à carburant, destinée au ravitaillement des chariots, ne sont pas collectées par le réseau relié aux séparateurs à hydrocarbures. Il a également été observé des déversements d'hydrocarbures autour de cette zone de ravitaillement. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous 4 mois, mettre en conformité la zone de ravitaillement des chariots, afin que les eaux pluviales susceptibles d'être polluées soient collectées par un réseau spécifique et traitées par un séparateur à hydrocarbures. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 4 mois |

N° 6 : MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2017, article 8.5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE |
| Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] D'une réserve incendie de 120 m3 minimum présente sur le site ;[...] |
| Constats : Lors de la visite, il a été constaté que la bâche souple utilisée en cas d'incendie était vide. L'exploitant indique qu'elle a été endommagée par les sangliers. Par ailleurs, la société ETEX précise que : <ul style="list-style-type: none">• la réparation a été effectuée la semaine précédente ;• la bâche sera prochainement remise en eau ;• un devis a été demandé pour la mise en place d'une clôture autour de l'équipement. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous 1 semaine, transmettre les photographies de la bâche remise en eau. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 7 jours |

N° 7 : Modification des conditions d'exploitation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/07/2021, article R181-46 II |
| Thème(s) : Situation administrative, Modification des conditions d'exploitation |
| Prescription contrôlée : II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...] |
| Constats : <u>Constat le 26/04/2022</u> : L'inspection a constaté la présence d'un stockage temporaire de déchets de plâtre broyés, au niveau des fronts de taille situés au nord ouest de la zone en cours d'extraction. L'exploitant indique qu'il s'agit d'un entreposage de déchets de production, issus de ses usines de Mazan et Carpentras. Ces déchets sont ensuite réintégrés dans le procédé, au niveau des installations de premier traitement des matériaux, afin d'être recyclés. Ce stockage temporaire de déchets de plâtre n'est actuellement pas décrit dans le dossier de demande d'autorisation, ayant abouti à l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2017. Or, la réalisation de ce stockage n'a pas été portée à la connaissance du Préfet, préalablement à sa mise en œuvre. Ainsi, le rapport DREAL du 20/06/2022 demandait à l'exploitant de porter à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation, la modification des conditions d'exploitation de sa carrière relative à la réalisation d'un stockage temporaire de déchets de plâtre issus de ses usines de Mazan et Carpentras. |

Constat le 21/11/2023 : au jour de la visite, l'exploitant a précisé que :

- une partie des déchets avait été évacuée, mais qu'il souhaitait tout de même pérenniser cette activité de transit de déchets de plâtre, afin de répondre aux besoins ponctuels d'entreposage ;
- un porté à connaissance était en cours de finalisation, afin de régulariser cette activité de transit de déchets de plâtre. Ce dossier a été transmis par courriel du 8 décembre 2023.

Par ailleurs, la présence de déchets de plâtre sur cette zone de transit a été constatée le jour de l'inspection.

Constat le 19/11/2024 : le jour de l'inspection, il a été constaté la présence de rebuts de production de gypse broyé, en attente d'incorporation dans le process (cf photographies en annexe). L'exploitant précise qu'il envisage également de stocker temporairement sur site des déchets de gypse provenant d'entreprises spécialisées dans la collecte et le tri, situées dans les départements du Var et de l'Hérault.

A la suite de l'analyse de porté à connaissance du 8 décembre 2023 et dans la perspective d'accueillir des déchets issus d'entreprises spécialisées dans la collecte, l'inspection demande à la société ETEX d'apporter les compléments suivants :

a) le dossier transmis mentionne un volume de déchets de gypse supérieur à 1000 m³, qui correspond au seuil d'enregistrement ICPE pour la rubrique 2716 « Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 ». Le dossier ne comporte pas toutefois d'évaluation précise du volume maximal susceptible d'être présent dans l'installation.

Ainsi, il est également nécessaire que l'exploitant complète son dossier par :

- l'évaluation précise du volume maximal de transit de déchets non dangereux non inertes, relevant de la rubrique 2716-2 ;
- le cas échéant, fournisse une évaluation au cas par cas si le volume dépasse 1000 m³, en application des dispositions de l'article R.122-2 du code de l'environnement et des orientations de la note du ministère de l'environnement du 20 décembre 2021, relative aux modifications des ICPE.

b) l'exploitant précise en séance que les déchets de gypse provenant d'entreprises spécialisées dans la collecte seront réceptionnés triés et prêts à être incorporés dans le process des usines de Carpentras et Mazan. Les coordonnées des sociétés spécialisées, ainsi que les caractéristiques des déchets de gypse envoyés (granulométries, opérations préalables de tri effectuées,...) devront être présentées dans le cadre des compléments attendus ;

c) concernant la conformité aux dispositions de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 relatif à la rubrique 2716, l'exploitant doit transmettre la procédure d'admission mise en place, en application des dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel : en outre, la nature des contrôles et essais réalisés sur les déchets extérieurs réceptionnés seront précisés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre, au plus sous 4 mois, les compléments listés précédemment.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois